

**Comité préparatoire
de la Conférence des Parties
chargée d'examiner le Traité
sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2010**

1^{er} mai 2007
Français
Original : anglais

Première session

Vienne, 30 avril-11 mai 2007

**Mesures visant à promouvoir la création d'une zone
exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient
et la réalisation des buts et objectifs de la résolution
de 1995 sur le Moyen-Orient**

Rapport présenté par le Canada

1. À la soixante et unième session de l'Assemblée générale, le Canada a appuyé une résolution demandant la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Il s'est également porté coauteur d'une résolution intitulée « Volonté renouvelée de parvenir à l'élimination totale des armes nucléaires » et il a voté pour la résolution intitulée « Vers un monde exempt d'armes nucléaires ». Le Canada a demandé à tous les États parties de la région d'adhérer pleinement au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et d'en respecter intégralement les dispositions. À l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le Canada a appuyé activement l'adoption par la Conférence générale de l'Agence, en 2005 et 2006, d'une résolution sur l'application de garanties au Moyen-Orient. Il a également engagé les trois États¹ de la région qui n'ont pas signé ou ratifié d'accord de garanties généralisées avec l'Agence de le faire dans les plus brefs délais. Le Canada a engagé tous les États de la région à contribuer davantage à la stabilité et à la sécurité régionales, en concluant des protocoles additionnels à leurs accords de garanties respectifs, faisant montre ainsi d'une ouverture et d'une transparence plus grandes. En outre, le Canada a appuyé la résolution sur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) à la soixante et unième session de l'Assemblée générale et encouragé les trois signataires de l'annexe II dans la région (Égypte, Iran et Israël) à le ratifier simultanément. À la Conférence organisée en 2005 pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité et à la réunion ministérielle des Amis du TICE de 2006, le Canada a été à l'origine d'une proposition formulée à l'intention des trois signataires de faire de la ratification simultanée du Traité une mesure de confiance.

2. Le Canada partage les graves inquiétudes de la communauté internationale concernant la portée et la nature du programme nucléaire iranien. Il reconnaît que

¹ Arabie saoudite, Bahreïn et Qatar (signé le 16 juin 2005, mais pas entré en vigueur).



l'Iran a le droit d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques mais il constate également que ce pays a perdu la confiance du Conseil des Gouverneurs de l'AIEA et du Conseil de sécurité de l'ONU en dissimulant ses activités nucléaires depuis une vingtaine d'années. Compte tenu de ce passé et du fait que l'Iran n'a pas donné de raison plausible expliquant les efforts qu'il déploie pour acquérir le cycle complet du combustible, le Canada appuie sans réserve les résolutions 1696 (2006), 1737 (2006) et 1747 (2007) du Conseil de sécurité, dans lesquelles la communauté internationale a clairement exprimé le souhait de parvenir à un règlement diplomatique négocié respectant le droit de l'Iran d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, tout en garantissant la nature exclusivement pacifique de son programme nucléaire. Dans la déclaration qu'il a faite le 24 mars 2007, le Ministre canadien des affaires étrangères a exhorté l'Iran à respecter les obligations internationales établies par le Conseil de sécurité, y compris la suspension totale et vérifiée de toutes activités liées à l'enrichissement, au retraitement ou à l'eau lourde. Il lui a rappelé que c'était la condition pour que le Conseil de sécurité suspende les mesures qu'il a prises à son encontre et pour ouvrir la voie à la négociation d'un règlement politique mutuellement acceptable. Le Ministre a également souligné que l'Iran devait impérativement coopérer pleinement avec l'AIEA. Seule une telle coopération permettra à l'Iran de rétablir la confiance de la communauté internationale dans la nature pacifique de son programme nucléaire. Dans ce contexte, l'Iran doit s'engager de nouveau à régler toutes les questions en suspens, à apaiser toutes les inquiétudes et à s'acquitter intégralement des obligations qui lui incombent en vertu du régime de non-prolifération. Le Canada a également appelé l'Iran à coopérer pleinement et en toute transparence avec l'AIEA pour ce qui est de l'application des garanties du TNP et à prendre les mesures supplémentaires qui lui ont été demandées en matière de transparence et d'accès. Il a fait observer en outre que l'Iran devait recommencer à appliquer le Protocole additionnel à titre provisoire en attendant qu'il soit ratifié et qu'il entre en vigueur.

3. Le Canada a engagé tous les autres États qui ne sont pas parties au TNP à y adhérer en tant qu'États non dotés d'armes nucléaires. Comme mesure de confiance visant à atteindre cet objectif ultime, le Canada a également demandé à ces États de dissocier leurs cycles du combustible nucléaire à des fins militaires et à des fins civiles et de soumettre toutes leurs activités nucléaires civiles aux garanties de l'AIEA. Ces déclarations sont conformes aux politiques et à l'action que mène le Gouvernement canadien, y compris à la façon dont le Canada a voté dans le passé en ce qui concerne les résolutions visées au paragraphe 1 ci-dessus à la soixante et unième session de l'Assemblée générale. Elles concordent également avec la résolution 1540 (2004) sur la non-prolifération des armes de destruction massive, qui demande à tous les États de promouvoir l'adoption universelle et l'application intégrale des traités multilatéraux qui ont pour objet d'empêcher la prolifération d'armes nucléaires, chimiques et biologiques.